

**Projet : ETIC Nord-Sud**

**Pays cibles et populations ciblée :**

Jeunes, femmes, groupements producteurs (paysans, artisans, pêcheurs, etc.), artistes, griots, enseignants, élèves, personnel de santé, élus et personnel de l'administration (Sénégal et Afrique de l'ouest)

**Agence responsable / Contreparties :**

Association ETIC Nord-Sud de Genève, en collaboration avec les partenaires de terrain et les partenaires de développement

**Partenaires potentiels et investisseurs :**

UIT, UNESCO, PNUD et OIF

**Intitulé du projet :**

**Espaces Technologies de l'information et de la communication**

**Domaines du projet / Programme :**

- Infrastructure and access
- Capacity Building
- Applied Research & Development
- Women and the Information Society
- Multi-stakeholders – Parliamentarians, Youth, Media etc
- Persons with disability
- Harnessing the Digital Diaspora
- Resource Mobilization & partnership
- ICT and local or rural development

**Objectif :**

- contribuer au développement durable dans les pays africains, grâce à une utilisation efficace des Tic,
- améliorer sensiblement les conditions de vie du plus grand nombre de personnes dans ces pays (santé, éducation, emploi),
- créer deux centres Etic par an après la phase pilote. pour former entre cent cinquante et deux cents personnes par centre rural et entre deux cents et deux cents cinquante en milieu urbain,
- atteindre une certaine autonomie financière de chaque centre, en moyenne après deux ans de fonctionnement, grâce aux différentes prestations rémunérées (formation et cyber- service.)

**Contexte :**

En ce début de troisième millénaire, plus que toutes les autres innovations, **les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication)** sont devenues des

**composantes essentielles** des processus de **changement** et de **modernisation** des sociétés, notamment dans les pays du Nord.

Dans tous les cas, **les TIC sont en train de provoquer sous nos yeux des bouleversements majeurs sur les plans social, économique, politique et culturel**, contribuant ainsi à façonner une nouvelle société là où elles se développent.

Pour que l'Afrique et les autres pays en Développement ne restent pas en marge de cette révolution technologique majeure, il importe de **développer les capacités du plus grand nombre** de leurs habitants, en vue d'une appropriation réussie de ces puissants outils de développement que sont les TIC qui peuvent être performants pour relever les nombreux défis auxquels ces pays sont confrontés.

La formation, l'initiation et la vulgarisation semblent fondamentales pour **lutter contre le fossé numérique** qui défavorise les pays en question et atteindre cet objectif,

### **Brève description :**

Par la création de Centres ETIC, notamment en milieu rural et urbain défavorisé en matière de TIC, le projet ETIC Nord-sud vise en priorité le développement de ressources humaines à travers des prestations de vulgarisation, d'initiation et de formation. Ces activités ont pour but de faciliter la maîtrise des technologies de l'information et de la communication en vue du développement humain des sociétés africaines.

En outre, le projet favorise l'accès du plus grand nombre à des équipements et de services de qualité en la matière.

### **Alignement sur les stratégies régionales / SS régionales :**

Le projet proposé entre dans le cadre des stratégies d'action nationales (NICIS) et régionales (RICIS) et s'inscrit résolument dans les dispositions de la Déclaration de principes, du Plan d'Action du SMSI, du Fonds de Solidarité numérique et des programmes de Réduction de la Pauvreté. C'est un projet de développement complet qui vise à renforcer les capacités du plus grand nombre d'africaines et africains dans le domaine des TIC. Pour ce faire, il comporte un volet équipement, un volet échange d'expérience et un volet collaboration avec les médias.

### **Activités proposées :** Dans le cadre du SMSI (Genève et Tunis)

- a) ateliers -
- b) conférences,
- c) tables rondes, -
- d) lobbying
- e) Recherches de partenaires techniques et financiers

### **Retombées et bénéfices sous régionaux :**

- Meilleur accès aux TIC pour le plus grand nombre en Afrique
- Développement de compétences en matière de TIC (pour des individus, des associations diverses et des institutions)

- Equipement de qualité pour des zones défavorisées
- Montrer des exemples concrets de lutte contre le fossé numérique en vue du développement dans les pays africains

### **Résultats attendus :**

- créer au moins deux centres ETIC par an (un en milieu rural et un en milieu urbain), pour former entre cent cinquante et deux cents personnes par centre rural et entre deux cents et deux cents cinquante en milieu urbain, après la phase pilote de deux ans (2004 et 2005), actuellement en cours dans une Commune rurale du Sénégal,
- atteindre une certaine autonomie financière de chaque centre, en moyenne après deux ans (milieu urbain) et quatre ans (milieu rural) de fonctionnement, grâce aux différentes prestations rémunérées (formation et cyber- service)
- 

### **Evaluation du risque :**

La réalisation des activités du projet tient compte des normes de développement durable et du respect des relations de genre pour un développement juste et équitable des zones concernées.

Les risques essentiels perçus pendant la phase pilote du projet sont:

- le premier est d'ordre **conjuncturel**, lié au contexte économique fluctuant relatif aux Tic.
- le deuxième est d'ordre **structurel**. Il consiste dans l'incapacité du projet à répondre à la forte demande.
- un troisième est d'ordre **politique**, il relève de la difficulté à faire converger les intérêts des différents partenaires autour du projet. Ceci pourrait se traduire par du retard dans la prise de décision et l'exécution de certaines actions.
- un dernier est d'ordre **financier** et consiste en l'insuffisance des fonds obtenus pour la phase pilote, même si le premier centre a pu ouvrir ses portes et commencer à fonctionner en milieu rural.
- Le non-paiement des frais de formation.

Face à ces risques, Etic compte mettre en place des mesures susceptibles de permettre d'anticiper ou de juguler certains d'entre eux (par exemple le risque de non- paiement de l'écolage).

### **Budget:**

Le projet ETIC Nord-Sud est présenté par l'Association du même nom qui est membre de la Diaspora Africaine pour la Société de l'Information (DAPSI). Il sera présenté dans le cadre des sessions du SMSI réservées à la DAPSI au Sommet de Tunis. Un budget détaillé du projet lui-même pourra être fourni sur demande.

**Par an et par pays : 200 000\$**

### **Planning:**

## **Années 2004 et 2005 : Phase pilote du projet au Sénégal**

Création d'un Centre ETIC dans la Commune rurale de Gandiaye (Sénégal), mise en place d'un Comité local de gestion, équipement organisation des activités : initiation, offre des services et vulgarisation, en collaboration avec les autorités de la Commune.

A signaler que cette phase pilote a pu voir le jour grâce à l'appui matériel et surtout financier de la République et Canton de Genève et de la Fondation Karl Popper basée à Zoug, en Suisse

**Années : 2006 et 2007 : Phase d'extension au Sénégal et début phase pilote**, si possible dans trois autres pays d'Afrique de l'ouest dans lesquels des contacts ont déjà eu lieu avec des partenaires (Burkina, Niger et Mali).

A noter que pour réaliser ce planning indicatif, le Projet a besoin de :

- 75 000\$ pour un Centre en milieu rural,
- et 100 000\$ en milieu urbain pour la phase de démarrage.

**NB** : Ces montants se justifient notamment par le coût encore élevé du matériel et de la connexion à Internet.

Les années suivant la création, ces sommes sont revues à la baisse même si l'on tient compte de l'amortissement du matériel.

**Priorités** : Créer des centres au Sénégal après la phase pilote et commencer la phase pilote dans les trois autres pays déjà prévus.

### **Pérennité du projet :**

L'expérience de la phase pilote a bien montré l'importance des activités menées par le Projet, dans la durée, vu l'importance de la demande en la matière.

Sur le plan financier ETIC compte énormément sur les capacités des centres à assurer un niveau élevé d'autofinancement, en particulier en milieu urbain où existe une importante demande solvable. En milieu rural, le niveau de vie rend plus difficile la réalisation de cet objectif financier et les centres ont besoin de subventions pendant plus longtemps.

### **Proposé par :**

Association ETIC Nord-Sud, C/O Pape Ndiaye Diouf,  
IUED, Rue Rothschild 24, CP 136, 1211 Genève.

Responsable du projet :

**Pape Ndiaye Diouf**

**14, Rue Hoffmann**

**1202 Genève SUISSE**

**Pour plus d'informations sur le projet veuillez visiter le site de l'Association : [www.etic-nordsud.org](http://www.etic-nordsud.org)**

**Projet : E-gouvernance locale au Mali**

**Pays cibles et populations ciblées :**

*Elus locaux, Personnels des municipalités de la République du Mali, populations dans les municipalités maliennes*

**Agence responsable / Contreparties :** Yaakaare-REDHRIC en collaboration avec les partenaires maliens et des partenaires au développement

**Partenaires potentiels et investisseurs :**

*UNITAR, Partenaires maliens, divers investisseurs potentiels, DAPSI*

**Intitulé du projet : E-GOUVERNANCE LOCALE AU MALI**

**Domaines du projet / Programme :**

- Legal Environment/Enabling Environment
- Infrastructure and access
- E-Strategies and Policies
- Information Society Indicators
- Capacity Building
- Research & Development
- Internet Governance
- Women and the Information Society
- Multi-stakeholders – Parliamentarians, Youth, Media etc
- African Languages
- Persons with disability
- Harnessing the Digital Diaspora
- Resource Mobilization & partnership
- ICT and decentralization in Mali

**Objectifs :**

Les objectifs majeurs du projet E-gouvernance locale au Mali sont d'appuyer le Mali par la formation et l'accès aux TIC, par la mise à disposition d'équipements et par la dynamisation d'une plateforme en vue de dégager des stratégies pour l'avenir dans le domaine des TIC et de la décentralisation. Ce projet est un projet de développement complet et en parfaite adéquation avec le plan d'action SMSI. Il est mené à bien grâce à une collaboration entre la diaspora africaine à Genève les partenaires maliens et les partenaires au développement. Il s'inscrit parfaitement dans les Millenium Development Goals des Nations Unies

**Contexte :**

Il est un fait établi que la décentralisation est le parent pauvre de la solidarité numérique au Mali. Alors que fleurissent des projets sur les centres multimédia. C'est pourquoi nous nous attachons à aider les personnels des municipalités à mieux faire usage des Technologies de l'Information et de la Communication dans leurs activités professionnelles et dans leur relations avec les populations.

Les besoins sont hélas énormes dans ce pays caractérisé par son enclavement, son étendue territoriale et la longueur des distances à parcourir. Par ailleurs il y a un déficit énorme en matière d'usage des TIC. Les TIC peuvent parfaitement aider à pallier ces difficultés géographiques et aider à renforcer les capacités des élus maliens.

### **Brève description :**

L'objectif principal du projet est d'aider les personnels des municipalités maliennes à mieux utiliser les Technologies de l'information et de la communication dans le cadre de leurs activités professionnelles et dans le cadre de leurs relations avec les populations administrées. C'est là un aspect important qui doit nécessairement accompagner l'ambitieux processus de décentralisation que le Mali a initié depuis quelques années. Or on sait qu'un bon nombre de maires et de personnels des municipalités maliennes n'ont pas accès aux TIC ou ne sont pas formés aux TICs. A terme les TICs sont un moyen efficace de simplifier et de faciliter nombre de démarches administratives dans un pays très vaste et enclavé. Ce sont là des actes majeurs de solidarité numérique.

### **Alignement sur les stratégies régionales / SS régionales :**

Le projet proposé entre dans le cadre des stratégies d'action régionales et sous régionales, notamment en rapport avec la Plan d'Action du SMSI et des programmes de Réduction de la Pauvreté. C'est un projet de développement complet qui vise à renforcer les capacités des élus(es) au Mali, par la formation aux TIC. Il comporte aussi un volet équipement et un volet partage d'expérience. Le projet proposé émane des autorités maliennes en charge des TICs et de la Décentralisation. Une première phase du projet a été financée grâce à l'Association Yaakaare qui continue à en assurer la promotion et le suivi, en collaboration avec les autorités maliennes.

### **Activités proposées :** *Actions dans le cadre du SMSI et au-delà*

- f) ateliers -*
- g) conférences,*
- h) tables rondes, -*
- i) lobbying*
- j) Recherches de partenaires ou de financement*

### **Retombées et bénéfices sous régionaux :**

- Meilleur accès aux TIC pour les élus locaux
- Meilleure visibilité des activités liées à la décentralisation
- Meilleur équipement des municipalités en outils TIC
- Partage de l'expérience malienne jugée novatrice avec les pays de la sous-région et de par le monde

### **Résultats attendus :**

- Formation des élus et personnels des municipalités à l'utilisation des TIC dans leurs activités professionnelles
- Sensibilisation à l'usage des TIC en général

- Simplification des démarches administratives par l'utilisation de logiciels adaptés (état-civil, comptabilité, finances, gestion du personnel)

### **Evaluation du risque :**

Ce projet émane des autorités maliennes en charge des TIC et de la Décentralisation qui le portent. Grâce à une de ses composantes qui est le groupe de travail TIC et décentralisation au Mali, des sessions d'évaluation lui seront consacrées en vue de le rendre durable et en vue de minimiser les biais et les risques.

### **Budget:**

Ce projet est présenté par Yaakaare-REDHRIC, une association membre de la Diaspora Africaine pour la Société de l'Information (DAPSI). Il pourra être présenté dans le cadre des sessions du SMSI réservées à la DAPSI. Un budget détaillé du projet lui-même pourra être fourni sur demande.

### **Planning:**

#### **Année 2006-2007 :**

Formations

Equipements

Continuation des activités de sensibilisation

Dissémination dans le cadre de rencontres régionales en Afrique

#### **(Année 2007-2008)**

**Priorités :** continuation des activités de formation et de sensibilisation aux tics, équipements, dissémination et évaluation.

### **Pérennité du projet :**

Les actions de formation et de sensibilisations qui seront engagées dans un premier temps dans quelques municipalités à Bamako pourront être reproduites valablement dans plusieurs localités éloignées et enclavées qui en ont grandement besoin.

**Proposé par :** Yaakaare-REDHRIC, Case Postale 5747 1211 Genève 11 SUISSE

Responsable du projet :

Cissé KANE, ICT Project Manager

Tél. 00 41 79 718 21 86

[ckane@bluewin.ch](mailto:ckane@bluewin.ch), [yaakaare@bluewin.ch](mailto:yaakaare@bluewin.ch)

**Pour plus d'informations sur le projet veuillez visiter les sites suivants :**

[www.yaakaare.org](http://www.yaakaare.org)

[www.e-gouvernancelocale.gov.ml](http://www.e-gouvernancelocale.gov.ml)

<http://egov.unitar.org/spip/rubrique51.html>

## **Diaspora Africaine Pour la Société de l'Information (DAPSI)**

### **Projet : Centre pilote de formation et perfectionnement – Cameroun**

#### **Pays cibles et populations ciblées :**

Afrique (Cameroun)

Populations marginalisées en particulier enfants de la rue et des jeunes du secteur informel (travailleurs ou désœuvrés) en milieu urbain.

#### **Agence responsable / Contreparties :**

Ocaproce Internationale – Cameroun – Suisse

#### **Partenaires potentiels et investisseurs<sup>1</sup> :**

DAPSI, (Diaspora Africaine pour la société de l'information

IDE,( Institut du Droit de l'enfant )

ATUDE, (Association Tunisienne défense des droits des Enfants)

COCADE, (Collectif africain des droits de l'enfant)

(Ministère camerounais des Postes, des affaires sociales et de l'éducation)

Associations et organisations professionnelles (chambres de métiers) et sportives.

#### **Intitulé du projet :**

Centre pilote de Bafoussam de formation et perfectionnement pour la réinsertion des enfants de la rue et des jeunes marginalisés des secteurs informels

#### **Domaines du projet / Programme :**

• Legal Environment/Enabling Environment

• Infrastructure and access

• E-Strategies and Policies

• Information Society Indicators

• Capacity Building

• Research & Development

• Internet Governance

• Women and the Information Society

• Multi-stakeholders – Parliamentarians, Youth, Media etc

• African Languages

• Persons with disability

• Harnessing the Digital Diaspora

• Resource Mobilization & partnership

• Other (Street Children )

#### **Objectif :**

L'objectif est de créer un espace communautaire de rencontres comprenant un centre multi sectoriel de libre accès pour les garçons et les filles marginalisés\* où ils pourront trouver la conditions de réintégration, par la formation, le perfectionnement et la santé y compris capacité de faire du sport.

1 Ces investisseurs ou organismes sont en cours de négociations pour définir leur implication ou non dans ce projet.

Les infrastructures du centre permettent d'acquérir les connaissances et l'habilité pour utiliser des outils pratiques dans le domaine des techniques informatiques (TIC), mais aussi pour les travaux manuels du bois, de la construction, de l'agriculture, des soins des femmes ou de la couture.

Cette approche nouvelle sous cette forme, est de créer une rupture avec la solitude, la marginalité et permettre à ceux qui ont quitté précocement la formation scolaire d'acquérir des notions pratiques de technologies et d'outils constituant un savoir pour s'assurer de meilleures chances de subsistance et de gain honorable.

### **Contexte :**

Le nombre d'enfants marginalisés dans les villes d'Afrique est en nombre croissant. Il est estimé à 10 millions pour l'Afrique et 100 millions/150 millions pour le monde. A ce nombre s'ajoute celui des enfants discriminés et investis prématurément dans des travaux de domesticité ou de tout autre sorte de travaux (vendeurs de journaux, cireurs) qui les condamnent à vie dans le cercle vicieux de la pauvreté et de travailleurs non qualifiés.

La réduction de la pauvreté, de la violence et la délinquance dans nos villes est liée à la capacité de notre société d'apporter à ces jeunes en rupture avec le système éducatif traditionnel, une nouvelle chance par une formation valorisante.

Le projet a pour volonté de mettre en oeuvre **le parrainage de l'économie et l'ingénierie social numérique** comme lien et acteur solidaire d'applications pratiques de formations diversifiées orientées vers une réintégration durable, incluant l'autosuffisance économique des plus démunis par l'exercice d'activités lucratives.

### **Brève description :**

Ocaproce dispose au Cameroun d'un terrain qui serait aménagé comme lieu ouvert de rencontres et d'activités. Il serait constitué par un centre multi sectoriel qui comprendrait différents pavillons aménagés pour la formation et les travaux pratiques. Il s'agirait entre autre : Centre informatique – Classe d'instruction alphabétisation – Atelier de menuiserie et serrurerie – Atelier pour la construction – Cultures agricoles – Transformation des produits agricoles – Cuisines – Atelier de beauté (coiffure et soins) – Atelier de couture – Centre sanitaire ( douches etc.) – Infirmerie – Salle de réunion et terrains de sports. Encadrement par des formateurs issus de la région. Elaboration de modules de formulations

### **Alignement sur les stratégies régionales / SS régionales :**

Le projet aurait un fort impact sur les conditions socio économiques des populations les plus marginalisées, jeunes en déshérence, sans ressources et en rupture avec la société. Il constituerait une première étape pour combler le fossé social le plus grave que notre société ait jamais connu dans ses villes et rétablir les facteurs prioritaires de quiétude, de rééquilibrage des chances..

Il substituerait à l'exploitation actuelle des jeunes marginalisés, de nouveaux rapports plus équitables, cette catégorie accéderait à la protection des Droits de l'Homme et du Droit des Enfants que comprennent l'accès à l'éducation, à la santé et les moyens d'exercer une activité lucrative digne.

### **Activités proposées :**

a) Propositions d'organiser avec le Caucus du Droit des enfants un atelier au prochain Sommet de Tunis pouvant aboutir à un cadre précis de recommandations applicable à une réintégration durable des populations jeunes marginalisées en milieu urbain ou rural y compris de réduction de la fracture numérique.

b) Poser la première pierre d'un projet pilote au Cameroun et constituer le réseau d'alliance privé publique en mobilisant la solidarité des populations locales, des institutionnel, des organisations non gouvernementales et les organismes associatifs professionnels représentatifs des corps de métier de l'informatique, de l'artisanat, de l'industrie et du commerce, y compris associations sportives internationales.

### **Résultats attendus :**

- Rééquilibrage des rapports sociaux entre les populations jeunes marginalisées avec les populations locales.
- Amélioration de la maturité sociale et réduction de la violence et de la délinquance.
- Acquisition de savoir multi sectoriel par une pédagogie appuyée sur l'exemple et l'intégration à des activités de groupes
- Orientation vers des activités lucratives assurant une autosuffisance au-delà de celui de la pauvreté.

### **Evaluation du risque :**

- 1) Il y a nécessité de former une équipe multi disciplinaire d'encadrement, de gestion et de formation et de parvenir à unifier une pédagogie orientée vers les besoins essentiels des bénéficiaires et de leur région.
- 2) Les activités à créer dans le centre doivent avoir des débouchés économiques suffisant pour assurer un fonctionnement autonome.
- 3) La réussite d'une gestion collective devra associer les jeunes marginalisés afin de les responsabiliser. Il faut que les porteurs bénéficiaires du projet acceptent ces conditions et renoncent à un pouvoir centralisateur sans transparence.

Budget prévisionnel de démarrage :

**2) Etude de faisabilité : 20.000.- €**

**3) Construction du Centre : nécessite une soumission (financement par populations locales)**

**4) Equipement des ateliers informatiques : Don des organismes et industries informatiques**

**5) Equipement sportif : Don des associations sportives**

**6) Equipements des ateliers : Don financier et matériel des associations corporatives des chambres des métiers**

**7) Frais de transport et d'importation des équipements : 30.000.- €**

**8) Frais de fonctionnement annuel : Salaires – nourriture (env. 10/ 15 personnes)**

### **Planning:**

**( Année 2006-2007 )** : Finalisation de l'agrémentation et des partenariats  
Etude de faisabilité

– Pose première pierre. Exécution des plans – Funds raising – Formation des formateurs – Réception du matériel – Mise en chantier

**(Année 2007-2008)** Mise en chantier – inauguration – Engagement de l'équipe de formateurs – mise en route des ateliers

**Projet : Centre pilote de formation et perfectionnement – Cameroun**

**1. Organisateur:** AIPD-GL

**2. Désignation du projet:** LES NTIC POUR LA REINSERTION DE L'ENFANT - SOLDAT DANS LA REGION DES GRANDS LACS AFRICAINS

**3. Contenu du projet:** CRÉER LES CENTRES EDUCATIFS AVEC LES TICS POUR LA REINSERTION DES ENFANTS SOLDATS DANS LA REGION DES GRANDS LACS AFRICAINS

**4. Responsables:** Maurice KATALA Coordonateur ; MBARGA MIMBOE Chef de Projet

**5. Co-organisateur :** Diaspora Africaine pour la Société de l'Information (DAPSI), La Coordination des ONG Africaines (Congaf) et la Plateforme des ONG Suisses de la région des Grands Lacs

**6. Démarches engagées:** République du Sénégal, République de Malte, Royaume de Belgique, Fédération Helvétique, Organisation de la Conférence Islamique.

.....  
**7. Bénéficiaires :** Enfants Soldats

**8. Pays ou régions ciblées:** Grands Lacs Africains

**9. Secteur ciblé** (économique, social, droits de l'homme, santé etc.) : Social

**10. Moyens à mettre en oeuvre :**

**11. Calendrier d'exécution:** Acheminement du matériel 90 jours après financement, Réaménagement/Construction du centre 120 jours après le financement, Formation des encadreurs 150 jours après le financement, Première évaluation 180 jours après le financement.

**12. Prestations - Objectifs attendus:** Centres de réinsertion créés, personnel d'encadrements formés, Equipements TICs installés, Communication Internet opérationnelle, Procédures de gestion mises en place.

**13. Agréments ou accréditations gouvernementales ou institutionnelles :**

**14. Budget prévisionnel:** 230000 USD

**15. Fonds et participations obtenues:** Aucune

**16. Charges ou fonctions de la Dapsi :**

MBARGA MIMBOE  
Expert Chef de Projets AIPD-GL